



## 1. Résumé exécutif

La stabilité qui se notait déjà sur l'axe Bambari – Ippy, principalement à travers une dynamique assez forte des retours des anciens déplacés dans de nombreux villages, a été brisée au début du mois d'octobre 2019 par des affrontements entre groupes armés. Une dizaine de victimes a été enregistrée, principalement parmi la population civile. C'est à la suite de cette nouvelle crise sécuritaire sur cet axe qu'une mission inter-agence d'évaluation des besoins humanitaires composée de l'UNICEF, COHEB, UNHRC, OMS, FAO et OCHA s'est rendue dans les localités affectées le 30 octobre 2019. Le constat a été fait des conséquences multiples et multifformes, à court et à moyen termes, de la nouvelle dynamique sécuritaire dans la zone. En effet, à cause des affrontements de début octobre, tous les villages se trouvant dans l'aire de santé de Seko, y compris Ngouyali, Goubali, Tagbara, etc. n'ont pas bénéficié du round 2 de la riposte vaccinale contre la polio qui s'est tenue du 04 au 06 octobre 2019 dans la préfecture de la Ouaka. Les autorités sanitaires ont tout de même envisagé un exercice de rattrapage. Par ailleurs, La mission a constaté un important retour, quasiment contraint, des habitants des villages affectés et la reprise progressive des activités socio-économiques. Néanmoins, la population se trouve confrontée à deux menaces sécuritaires simultanées. D'un côté, les éléments d'un groupe armé qui obligent tous les déplacés cachés dans la brousse de revenir dans les villages, au risque d'être assimilés aux combattants adverses ; et de l'autre, le groupe armé adverse qui considère que toutes les personnes qui retournent dans leurs villages sont des traîtres et par conséquent, constituent une cible légitime d'attaque. Une position très inconfortable dans laquelle se retrouve finalement la population civile locale, entre le marteau et l'enclume. L'asphyxie imposée à la population ne favorise aucune activité de s'épanouir, y compris celle de subsistance comme l'agriculture. Les activités scolaires qui venaient à peine de reprendre dans certaines localités après au moins 3 ans d'interruption, risquent d'en prendre encore un important coup, hypothéquant davantage l'avenir des milliers d'enfants dans cette zone. Cependant, l'accès à la zone affectée reste possible, bien que la route soit dégradée, la réponse humanitaire, si planifiée, ne peut donc pas en être affectée.

### 1. Objectifs de l'évaluation

---

#### 1.1. Objectifs principaux :

- Effectuer une évaluation générale des besoins humanitaires et l'impact des récents incidents sécuritaires sur la dynamique de retours des populations dans la zone de Ngouyali, Goubali, Seko et Tagbara.

#### 1.2. Objectifs spécifiques :

- Approfondir l'analyse des besoins, secteur par secteur, se basant sur les récents rapports préliminaires des acteurs humanitaires qui ont visité la zone de combats ;
- Evaluer l'impact que les récents combats ont occasionné sur la situation d'accès aux soins de santé, à la nourriture, à l'eau, les conditions de logement, etc. des populations affectées dans la zone ;
- Dégager clairement l'intersectorialité des besoins humanitaires afin de proposer une réponse intégrée sur base des capacités déjà disponibles et celles à mobiliser éventuellement.
- Apporter une première réponse à certains besoins prioritaires, en fonction des ressources mobilisables par chaque acteur prenant part à cette mission.

### 2. Méthodologie d'évaluation

---

- Visite conjointe de toutes les localités affectées, notamment Ngouyali, Goubali et Tagbara ;
- Rencontre avec les différents acteurs locaux pour s'enquérir des problèmes liés à l'accès humanitaire ;
- Entretiens semi-directifs avec les personnes déplacées, les acteurs humanitaires, les autorités locales pour comprendre les défis multisectoriels auxquels font face les populations affectées ;
- Organiser des focus group sexo-spécifiques en vue de mieux comprendre les problèmes liés au genre ;
- Organiser des entretiens semi-directifs avec les leaders communautaires et les responsables des structures sociales et administratives ;
- Administrer le questionnaire standard d'évaluation des besoins humanitaires.

### 3. Contexte Général et Accès Humanitaire

---

Une mission inter-agence composée de OCHA, UNHCR, OMS, UNICEF, FAO & COHEB a été réalisée le 30 octobre dans la commune de Danga-Boudou, dans la sous-préfecture de Bambari. Dans l'ensemble, la zone

évaluée a couvert les localités de Goubali, Binguipou, Ngouyali, Seko Fangoukotta et Tagbara, toutes situées sur l'axe Bambari – Ippy. La psychose au sein de la population reste réelle suite aux affrontements entre groupes armés de début octobre. La zone est globalement accessible, bien que la route soit assez dégradée. La première localité de chute de la mission était à Tagbara, située à 70 Km au nord-est de Bambari. La mission a couvert cette distance en 4h heures. Sans la lourdeur de l'escorte et en saison sèche, ce temps devrait être beaucoup plus réduit.

Du point de vue sécuritaire, la zone reste accessible également. Les groupes armés qui sont présents dans la zone n'entravent pas la circulation ni n'interfèrent de manière ouverte dans l'activité humanitaire. Le problème pourrait plutôt se poser en termes de l'accès, parfois difficile, des populations à l'assistance humanitaire, principalement à cause d'une part de la présence d'hommes armés sur les axes périphériques ainsi que la menace ouverte ou voilée à la libre circulation des populations.

#### 4. Problématiques sectorielles majeures

---

##### *i) EDUCATION*

Le groupement **Tagbara** a une école fondamentale et un collège. L'école fondamentale dispose d'un bâtiment de 6 salles de classe, de 7 enseignants dont un titulaire, et de 6 maitre-parents. L'école dispose seulement de 50 tables bancs pour 408 élèves inscrits l'année passée. Il n'y a pas de point d'eau ni de latrine dans cette école, à part deux trous creusés mais non couverts qui posent d'ailleurs un risque d'accident pour les usagers. Le collège est ouvert et entretient deux classes, notamment de 5eme avec 20 élèves et de 6eme avec 75 élèves. Trois fonctionnaires sont affectés dans cet établissement scolaire, à savoir le Directeur du collège, le directeur d'études et l'intendant ; mais seul le directeur d'études est présent.

Problématique : manque de fournitures scolaires pour les élèves et l'opposition de l'APE pour l'admission des élèves en classe sans paiement préalable des frais de scolarité. Le problème d'accès difficile à la nourriture qui sévit dans la zone ne manque pas d'impacter sur le taux de fréquentation scolaire dans cette localité.

A **Seko**, l'école fondamentale possède un premier bâtiment de 3 salles de classe et un deuxième en construction par l'ONG TGH, en plus de deux blocs de latrines de 3 portes qui sont disponibles. Pour l'année scolaire en cours, 338 élèves y sont inscrits, mais encadrés par un seul enseignant titulaire et 6 maitres parents. En plus de la construction du bâtiment, l'ONG TGH va assurer la prise en charge des enseignants sur une période de 3 mois avant de passer le relais à l'APE.

Problématique : manque de fournitures scolaires pour les élèves, et le problème d'accès difficile à la nourriture qui sévit dans la zone ne manque pas d'impacter sur le taux de fréquentation scolaire dans cette localité.

A **Ngouyali**, l'école de cette localité possède 4 salles de classes et compte 333 élèves pour cette année scolaire. Cependant, 10 parmi ces élèves auraient trouvé la mort au cours des récents affrontements (début octobre) entre groupes armés.

Problématique : insuffisance des tables bancs et manque de fournitures de bureau. Il n'y a pas non plus des latrines ni de point d'eau dans cette école.

**Goubali** : Il y a une école d'un bâtiment de 3 salles de classe. 320 élèves y sont inscrits pour cette année scolaire dont 215 garçons et 105 filles.

Problématique : insuffisance des tables bancs et manque de fournitures de bureau. Il n'y a pas non plus des latrines ni de point d'eau dans cette école.

##### *ii) WASH*

**Tagbara** : quatre forages sont opérationnels dans le groupement. Selon la population, ces points d'eau n'arrivent pas à couvrir ses besoins. En 2018, la population de cette localité était estimée à 3000, Le ratio point d'eau-population peut avoir changé et une mise à jour s'avère nécessaire pour mieux comprendre le gap et trouver les moyens d'y répondre. En ce qui concerne l'assainissement, la majorité de la population pratique la défécation à l'air libre. L'ONG Mercy Corps a déjà doté le groupement de Tagbara en kits d'assainissement susceptibles de permettre à la population de se construire des latrines. Selon cette dernière, les kits reçus seraient insuffisants et ne lui permet pas d'évoluer rapidement.

**Seko** : Il existe 4 forages dans le village dont 2 en panne à la suite d'un acte de vandalisme par les groupes armés. La qualité de l'eau du centre de santé est turpide et donc pas consommable par la population. Par conséquent, un seul forage est opérationnel.

**Ngouyali** : pour une population estimée à 1 600 personnes, (*recensement 2018*), il n'y a que 2 forages dont un vandalisé par les groupes armés pendant la crise d'octobre 2019. Néanmoins, il y existe deux sources non aménagées.

**Goubali** : Il y a deux forages dont 1 fonctionnel et 1 vandalisé pendant la crise d'octobre 2019 par les groupes armés. Il existe néanmoins une source non aménagée. La population de la localité est estimée à 1 206 habitants, selon le Chef du village.

### **iii) ABRIS / NFI / CCCM**

La majorité de la population dans la zone visitée affirme être retournée il y a environ 6 mois. Certaines personnes ont pu réhabiliter/reconstruire leurs maisons, alors que d'autres vivent encore dans des abris de fortune ou dans des maisons en mauvais état, portant seulement une partie de la toiture et recouvertes des bâches. La conjugaison du manque de pailles et des menaces que font peser les groupes armés sur les sentiers menant en brousse ne facilite pas la reconstruction des abris. Les fréquents déplacements forcés de la population a fait perdre à beaucoup de ménages leurs biens ménagers essentiels.

Il convient de retenir deux catégories des personnes à vulnérabilités différenciées dans la zone, La première catégorie concerne l'appui en NFI et kits de dignité pour les victimes de l'attaque du 09 octobre 2019 dans la ferme de Kotagba, 15 Km de Ngouyali, dont l'effectif s'élève de 57 ménages ; et la seconde catégorie concerne l'appui aux personnes récemment retournées en kits pour la reconstruction des abris.

### **vi) PROTECTION**

#### **Mouvement des populations**

Pendant les affrontements du 04 au 09 octobre 2019, les populations se trouvant sur le tronçon compris entre 55 et 70 Km au nord-est de Bambari sur l'axe Bambari – Ippy, ont effectué des mouvements préventifs vers plusieurs endroits, notamment les villages environnants, la brousse, et même vers la ville de Bambari. Mais depuis le 14 octobre, des mouvements de retour progressif ont été enregistrés. Un suivi rapproché des mouvements de populations dans la zone serait utile afin de pouvoir mieux adapter la réponse en fonction des chiffres qui évoluent. Par ailleurs, on note aussi une forte présence des personnes à besoin spécifique, particulièrement les personnes du troisième âge sur l'axe.

#### **Protection générale**

Le 04 octobre 2019, il y'avait eu des combats dans la localité de Ngouyali entre les éléments de l'UPC et les anti-Balaka, faisant 3 morts parmi les combattants. Il a été aussi rapporté deux victimes civiles au sein de la communauté à Goubali. Le 09 octobre, des présumés éléments de l'UPC ont attaqué une ferme se trouvant à l'intérieur de la brousse, à 15 Km du village Ngouyali, faisant 12 morts, tous des civils, dont une femme adulte, six filles et cinq garçons ; et 4 blessés dont 2 par le feu dans les abris incendiés, notamment une femme de 25 ans et un garçon de 08 ans. 57 abris auraient été incendiés, au total. Le 14 octobre, un homme d'une trentaine d'années qui revenait de Bambari sur moto a été assassiné par les éléments armés sur l'axe Bambari – Ippy, précisément au croisement du chemin qui mène à Maloum. Sa femme qu'il transportait a été poignardée mais a survécu à ses blessures après avoir reçu les premiers soins au centre de santé de Seko avant d'être transférée à Bambari. Leur moto a été emportée. Le vendredi 25 octobre, un jeune homme de 32 ans avait été dépouillé de son argent et d'autres biens avant d'être tué par des hommes armés. Son accompagnateur (son cousin) a subi une section de ses oreilles et a été admis à l'hôpital d'Ippy pour des soins ;

A la suite des combats et attaques ciblées dans la zone, l'UPC aurait intimé l'ordre aux populations qui s'étaient réfugiées en brousse de regagner leurs villages respectifs, sinon elles seraient assimilées aux combattants anti-Balaka traitées comme tel. Ceci serait à la base des retours constatés. En même temps, les anti-Balaka estimeraient de leur part que tous ceux qui sont retournés sont de mêche avec l'UPC et par conséquent, passibles de rétribution. Ainsi, tous les membres de la communauté qui sont dans les villages, chrétiens ou musulmans, sont ciblés chaque fois qu'ils se hasardent d'aller aux champs. Plusieurs exactions sont rapportées : agression physique, vol, viol, etc. L'accès au marché hebdomadaire qui se tient à Maloum est aussi interdit par les éléments anti-Balaka.

En outre, la population rencontrée affirme faire l'objet des rackets sur les barrières tenues par des hommes armés sur l'axe où des taxes (500 francs par vélo et 1000 francs par moto) leur sont exigées. A cela s'ajoute des fouilles corporelles, suivies dans certains cas des arrestations de toute personne suspectée d'être anti-Balaka.

#### **Violences Basées sur le Genre (VBG)**

Plusieurs cas de violences et agressions physiques contre les femmes ont été rapportés. La plupart se produirait dans les champs en brousse. Les femmes indexent les éléments des groupes armés comme auteurs de ces violences. Par peur de représailles, aucune dénonciation n'est envisageable dans cet environnement. Un plaidoyer à l'égard des groupes armés s'avère urgent pour essayer de briser le cycle, en plus de mettre en place des mesures urgentes de mitigation des risques auxquels les femmes et filles sont confrontées au quotidien.

### Protection de l'Enfance

Présence d'un acteur de protection de l'enfance dans la zone qui prend déjà en compte les enfants vulnérables et à risque. Le taux de fréquentation scolaire des enfants a nettement baissé dans les villages à cause de l'insécurité

### **v) SANTE / NUTRITION**

La population a accès aux soins de santé sur l'axe Croisement Maloum-Tagbara à travers les formations sanitaires de Séko et de Tagbara. Les 2 formations sanitaires (FOSA) couvrent 40 villages. L'aire de santé s'étend de Tagbara-Binguindji (Axe-Tagbara-Bambari) sur 15 kilomètres, de Tagbara-Fangou-Kette (Axe-Tagbara-Ippy) sur 7 kilomètres et de Tagbara-Boy-Kotto (Axe-Tagbara-Boyo) sur 10 kilomètres. La population couverte est de 12 266 personnes dont 5 685 pour l'aire de santé de Tagbara et 6 581 pour l'aire de santé de Séko.

Pendant la crise, le personnel du centre de santé (CS) de Séko aurait appris qu'il y aurait 18 cas de décès dans la brousse. Le CS a enregistré 8 blessés dont 3 ont été référés à l'Hôpital Régional et Universitaire de Bambari. Parmi les 8 blessés reçus, il y avait deux (2) cas de brûlure suite à l'incendie criminel des maisons (un garçon âgé de 08 ans et une femme âgée de 25 ans). La FOSA avait été fermée du 04 au 07 octobre, le personnel s'étant enfui pour se mettre à l'abri à Tagbara.

Les FOSA assurent la gratuité ciblée des soins de santé à l'égard des femmes enceintes/allaitantes et des enfants de 0 à 05 ans. Par contre, les autres catégories de malades paient 100 FCFA par consultation. Le COGES est opérationnel mais avec une capacité de réponse réduite par manque de subvention depuis la fin du projet PASS (PBF). La FOSA de Tagbara dispose d'une UNTA et celle de Séko d'une UNTA et d'une UNT.

Les pathologies les plus fréquentes enregistrées sont le paludisme, les infections respiratoires aiguës, la malnutrition et les parasitoses. En novembre 2018, la population de cette zone avait bénéficié de la distribution des moustiquaires imprégnées d'insecticide ; malheureusement elle les a perdus suite aux multiples actes de pillage et d'incendie des abris enregistrés lors des derniers événements.

Sur le plan épidémiologique, à la semaine épidémiologique 36, le CS de Séko a enregistré 04 cas suspects de rougeole et à la semaine 42, un cas d'ictère fébrile. Les prélèvements ont été acheminés au laboratoire. L'investigation est en cours.

Le Round 2 de la campagne de riposte à l'épidémie de la polio de type 2 a touché une partie de la population cible. Cependant 19 villages n'avaient pas pu bénéficier de cette campagne dont 6 dans l'aire de santé de Tagbara et 13 dans celle de Séko à cause des affrontements entre groupe armés. L'on note par ailleurs quelques cas de ménages manqués dans certains villages couverts par la vaccination où la population était obligée de fuir en brousse ; d'où la nécessité de reprendre la vaccination, dans ces villages ou dans l'ensemble de cette zone

L'interrogatoire des parents post campagne de vaccination de Round 2 a montré que ces derniers sont insuffisamment informés des messages de redynamisation des activités de vaccination de routine (enfants de moins de 12 mois et femmes enceintes) en vue de la complétude du calendrier vaccinal.

### **vi) SECURITE ALIMENTAIRE**

La population de Tagbara, Séko, Fangoukotta, et Ngouyali ont rapporté ne pas avoir accès à leurs champs depuis deux semaines, comptant de la date de la mission dans cette zone. La menace des exactions des hommes armés les en dissuade. Pour pallier cette difficulté, les hommes du village Séko et Fangoukotta, s'arrangent pour se rendre au champ la nuit afin de récolter de quoi manger. Par contre, au village Ngouyali, ce sont les femmes qui se rendent au champ très tôt le matin. Dans les deux cas, la stratégie consiste à déjouer l'étau posé par les anti-Balaka afin d'asphyxier les personnes ayant opté de résider ou de retourner dans les villages.

Le marché hebdomadaire de Tagbara n'a pas non plus fonctionné normalement depuis deux semaines à compter de la date de la mission. Le peu de denrées alimentaires qui y sont étalées sont hors de prix. Une mesure de 75 g d'arachides est vendue à 50 FCFA, trop cher et même temps trop peu pour le besoin d'un ménage de taille standard.

**Assistance alimentaire :** La population affirme partager, de force, les vivres PAM avec les groupes armés ; notamment avec l'UPC à Tagbara et avec les anti-Balaka à Séko, Goubali, et Ngouyali. Les chefs de village seraient chargés de ponctionner dans chaque ration des bénéficiaires quelque chose à remettre aux groupes armés ; faute de quoi, les représailles seraient immanquablement au rendez-vous.

En outre, les bénéficiaires des vivres disent tombés malades (diarrhée et vomissement chez les enfants et certains adultes) après avoir mangé la farine de maïs reçue. Ceci continuerait d'arriverait malgré l'application des conseils leur fournis sur la technique culinaire. Un suivi de cette plainte serait nécessaire afin de prévenir davantage de vulnérabilité au sein de cette population.

En vue de mitiger les conséquences de la situation sécuritaire dans la zone et suppléer à l'assistance alimentaire donnée, la population souhaiterait avoir des appuis nécessaires pour faire des jardins de maraichage dans les environs immédiats de leurs villages.

#### ***vii) MOYENS DE SUBSISTANCE ET STABILISATION COMMUNAUTAIRE***

Quand bien même que les femmes et les jeunes manifesteraient le désir de développer des activités génératrices de revenu qui pourront leur permettre d'assurer leur autonomie et la prise en charge de leurs familles respectives, le problème de la sécurité demeure un défi majeur dans cette zone. D'où la nécessité de commencer d'abord par le renforcement des mécanismes de consolidation de la paix mis en place par la MINUSCA et les autorités préfectorales afin de garantir une libre circulation à la population .

## 5. Recommandations

Secteur	Recommandation	Responsable	Echéance
<b>Acces Humanitaires</b>	<i>Plaidoyer à faire pour la réhabilitation de l'axe Bambari – Ippy afin de faciliter le mouvement jusqu'à Bria ;</i>	Cluster MSSC & Logistique	Urgent
	<i>Sensibiliser les groupes armés à faciliter la libre circulation des biens et des personnes</i>	CMCOORD	Urgent
<b>EDUCATION</b>			
<b>Tagbara</b>	<p><i>Assister les élèves en fournitures scolaires ;</i></p> <p><i>Doter les salles de classe en table bancs ;</i></p> <p><i>Construire des points d'eau et des latrines dans les écoles qui en manquent ;</i></p> <p><i>Mettre en place des activités de cantine scolaire pour réduire le taux de la déperdition scolaire ;</i></p> <p><i>Traiter la question du refus de l'APE d'admission des élèves en classe sans paiement préalable.</i></p>		
<b>Seko</b>	<p><i>Assister les élèves en fournitures scolaires ;</i></p> <p><i>Doter les salles de classe en table bancs ;</i></p> <p><i>Construction d'un point d'eau et de latrines ;</i></p> <p><i>Mettre en place des activités de cantine scolaire pour réduire le taux de la déperdition scolaire ;</i></p> <p><i>Positionnement d'un acteur pour prendre le relais de la prise en charge des Maitres parents à partir du mois de janvier 2020.</i></p>	UNICEF / Cluster Education	
<b>Ngouyali</b>	<p><i>Assister les élèves en fournitures scolaires ;</i></p> <p><i>Doter les salles de classe en table bancs ;</i></p> <p><i>Construction d'un point d'eau et de latrines ;</i></p> <p><i>Mettre en place des activités de cantine scolaire pour réduire le taux de la déperdition scolaire.</i></p>	UNICEF / Cluster Education	
<b>Goubali</b>	<p><i>Assister les élèves en fournitures scolaires ;</i></p> <p><i>Doter les salles de classe en table bancs ;</i></p> <p><i>Construction d'un point d'eau et de latrines ;</i></p> <p><i>Mettre en place des activités de cantine scolaire pour réduire le taux de la déperdition scolaire.</i></p>	UNICEF / Cluster Education	
<b>WASH</b>	<i>Positionnement d'un acteur à Goubali, Ngouyali et Seko pour la réhabilitation des forages en panne ;</i>		

	<i>Positionnement d'un acteur pour réaménager les sources afin de réduire la pression sur les forages à Ngouyali, Seko et Goubali.</i>		
<b>Assainissement</b>	<i>Compléter les kits d'assainissement donnés à la population pour lui permettre de se construire les latrines ; Organiser des séances de sensibilisation sur l'hygiène, la santé et l'environnement</i>	Cluster WASH	Dès que possible
<b>Abris / NFI / CCCM</b>	<i>Appuyer la population retournée à reconstruire les abris ; Assister la population en kits NFI ; Assister les personnes à besoins spécifiques dans la localité.</i>	Cluster Abris / NFI / CCCM	Dès que possible
<b>PROTECTION</b>	<i>Sensibiliser les groupes armés à assurer une libre circulation à la population civile, la cessation des actes de violences sur les enfants et les femmes</i>	Cluster Protection/ CMCoord	Dès que possible
<b>Violences Basées sur le Genre (VBG)</b>	<i>Renforcer la sensibilisation auprès des groupes armés ainsi que l'ensemble de la communauté sur les cas de violences faites aux femmes ; Assurer la prise en charge des familles victimes des attaques du 09 Octobre dans le village Binguipou (dotation en kits de dignité).</i>	Cluster Protection/ CMCoord	Dès que possible
<b>Santé/Nutrition</b>	<i>Sensibiliser la population à continuer à utiliser les services offerts par les FOSA de Seko et Tagbara et de mettre en pratique les conseils des agents de santé et des relais communautaires. Sensibiliser les agents de santé à renforcer le bon accueil des patients ;</i>	COHEB et Relais communautaires	Dès que possible
	<i>Demander au District sanitaire d'appuyer la mise à jour des données démographiques des populations de la zone ; Organiser, dans un bref délai, la campagne de vaccination des populations cible contre l'épidémie de la poliomyélite de type 2 ; Renforcer la supervision/tutorat des agents de santé et des relais communautaires.</i>	District Sanitaire & Partenaires	Dès que possible
	<i>Appuyer les efforts du Gouvernement dans la construction des locaux ; Appuyer les efforts du Gouvernement dans la fourniture de médicaments essentiels aux FOSA.</i>	Cluster Nutrition partenaires Santé et	Dès que possible

<b>SECURITE ALIMENTAIRE</b>	<p><i>Positionnement d'un acteur pour développer des jardins dans les villages où l'accès aux champs est réduit (distribution des semences maraichères et outils aratoire)</i></p> <p><i>Investiguer sur l'information concernant les cas de diarrhée après la consommation de la farine de maïs distribuée aux population (village Tagbara)</i></p>	<p>FAO &amp; Partenaires</p> <p>PAM &amp; partenaires</p>	<p>Dès que possible Avant la nouvelle distribution</p>
---------------------------------	--	---	--